

**CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA SOMME**

**ARCHIVES DÉPARTEMENTALES**

**FONDS DE LA DIRECTION DÉPARTEMENTALE  
DE PROTECTION DES POPULATIONS DE LA  
SOMME**

**(1942-1993)**

---

**Répertoire numérique détaillé**

**262 W**

établi par

Stéphane DIÉPOLD, Assistant de conservation du patrimoine,

sous le contrôle scientifique de

Élise BOURGEOIS, conservatrice en chef du patrimoine, directrice adjointe

*Amiens, 2023*

# SOMMAIRE

---

## **Introduction**

*Présentation du versement* page 3

*Communicabilité* page 4

**Sources complémentaires** page 5

**Répertoire numérique détaillé** page 7

# INTRODUCTION

---

## Présentation du versement

Le versement 262 W a été effectué par la Direction Départementale de la Protection des Populations de la Somme (DDPP80) en date du 1<sup>er</sup> février 2023 dans la perspective du futur déménagement du service vers la nouvelle cité administrative d'Amiens. Il contient des documents produits par des services de l'Etat dont la DDPP actuelle est l'héritière.

Ce versement comprend 24 articles et représente 0,60 mètre linéaire.

## La Direction Départementale de Protection des Populations

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010, la Direction Départementale de la Protection des Populations rassemble les agents de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes ainsi que des services vétérinaires.

La DDPP est chargée par ses actions de contrôle, d'inspection et d'enquêtes d'assurer la protection économique et la sécurité du consommateur ainsi que la qualité de son alimentation à tous les stades de la filière. Elle veille à la loyauté des relations commerciales et au respect des règles de sécurité des produits et services. Elle participe à la protection de l'environnement, veille au bon état sanitaire des élevages du département ainsi qu'au respect de la protection animale.

Plus précisément, les missions de la DDPP sont les suivantes :

- veiller à la qualité et la sécurité de l'alimentation :
  - assurer le suivi sanitaire des productions industrielles et fermières, des commerces alimentaires et des restaurants ;
  - prévenir les risques de contamination des aliments, réagir aux alertes et signalements dans le domaine alimentaire ;
  - contrôler les professionnels à tous les stades de la filière (première mise sur le marché, abattoirs, industries agro-alimentaires, distribution, métier de bouche, restauration collective et commerciale) en s'assurant du respect des règles d'hygiène, de traçabilité et d'étiquetage et d'informations ;
  
- assurer la protection des consommateurs et la régulation des marchés :
  - assurer une information claire et loyale sur les prix des produits et des services ;
  - veiller à la loyauté des pratiques commerciales à l'égard des consommateurs ;
  - éviter la mise sur le marché de produits ou services dangereux ;
  
- assurer la protection de la santé animale et veiller au respect des règles de protection :
  - contrôler l'état sanitaire des animaux ;
  - contrôler le secteur de l'alimentation animale ;
  - surveiller les grandes maladies animales ;
  - veiller au respect des règles de protection animale à l'élevage, en cours de transport et lors des manifestations ;
  
- protéger l'environnement et la faune sauvage captive :
  - évaluer l'impact des élevages et des industries agro-alimentaires sur les milieux naturels (Installations Classées pour la Protection de l'Environnement) ;
  - assurer les procédures nécessaires pour limiter l'impact environnemental des projets d'activité économique ;
  - protéger la faune sauvage captive ;
  
- veiller au respect des garanties sanitaires à l'exportation des denrées alimentaires et des animaux vivants,

- veiller à la sécurité des produits (non alimentaires et industriels) et des prestations de service.



### Intérêt historique de versement

Le versement permet notamment de constater le travail de contrôle sanitaire effectué par le service par prélèvements et échantillons principalement sur des boissons, denrées alimentaires et produits agricoles.

### Communicabilité

Il convient de rappeler qu'au terme du Code du Patrimoine, les archives publiques sont communicables de plein droit.

**La communicabilité des liasses de ce versement est donc immédiate.**

# SOURCES COMPLÉMENTAIRES

---

## Bibliographie

Béaur Gérard. *Fraude, contrefaçon et contrebande de l'Antiquité à nos jours*. - Genève, Droz, 2006. [8° 4466]

*La loi du 1er août 1905 : cent ans de protection des consommateurs*. - Paris : La Documentation française, 2007. [8°5097]

Auguste Pleindoux. *Manuel de législation sanitaire vétérinaire*. - Paris, Mistral, 1940. [8°3595]

Ministère de l'Agriculture. *Les missions des agents des directions départementales des services vétérinaires*. - Delcambre, 2010. [BR 3953]

R. Moynier de Villepoix. *Rapport sur l'organisation et le fonctionnement des services concernant la protection de la santé publique*. - Yvert et Tellier, Amiens, 1916. [BR 386]

## Archives

### Archives départementales de la Somme

Archives modernes, série

Sous série 5M : santé publique et hygiène

Archives contemporaines, série W

56W Préfecture de la Somme, bureau du Cabinet : inspection des viandes (1966-1970).

67W Service départemental du contrôle des prix : dossiers de procès-verbaux (1944-1946).

1129W Service départemental du contrôle des prix : dossiers de procédures et registres  
sommiers contentieux 1939-1975).

1008W Direction de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes :  
procès-verbaux (1961-1969)

1116W Direction de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes : particuliers et administration (1972-1982)

1356W Direction de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes : ravitaillement et répression du marché noir, contrôle des prix (1940-1984).

1152W Direction départementale de la Direction des populations : rapports d'expertise du géologue agréé pour l'alimentation en eau potable des communes et syndicats de communes (1977-1981).

1278W Direction départementale de la Direction des populations : périmètres sensibles, abattages d'arbres, élimination des déchets (1962-1989).

## Répertoire numérique détaillé

Cotes	Description	Dates extrêmes
1	Service général du contrôle économique : états traitements et indemnités (Exercice 1942).	1942
2*	Service de la répression des fraudes : registre des prélèvements bactériologiques et de produits laitiers.	6 octobre 1976 - 23 janvier 1989
3*	Direction générale des prix et du contrôle économique : livre générale de comptabilité.	1949
4*	Direction générale des prix et du contrôle économique : registre de comptabilité (Bordereaux)	11 août 1954 - 1 <sup>er</sup> décembre 1976
5*	Direction générale des prix et du contrôle économique : traitements et indemnités.	Janvier 1945 - décembre 1946
6*	Direction Générale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes : registre d'inscription des prélèvements bactériologiques.	30 décembre 1991 - 22 décembre 1992
7*	Direction Générale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes : registre d'inscription des prélèvements bactériologiques.	21 août 1990 - 27 décembre 1991
8*	Direction Générale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes : registre des prélèvements bactériologiques.	20 janvier 1989 - 21 août 1990
9*	Direction générale de l'enregistrement, des domaines et du timbre : sommier du personnel.	28 mai 1942 - 1 <sup>er</sup> septembre 1980
10*	Direction générale des prix et du contrôle économique : mandats individuels.	20 janvier 1954 - 14 décembre 1978
11*	Direction générale des prix et du contrôle économique : mandats individuels.	19 janvier 1950 - 8 février 1952
12*	Direction générale des prix et du contrôle économique : livre générale de comptabilité.	1952
13*	Direction Générale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes : mandats.	1 <sup>er</sup> février 1971 - 18 janvier 1990
14*	Direction Générale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes : livre générale de comptabilité.	1 <sup>er</sup> décembre 1978 - 15 décembre 1989
15*	Direction générale des prix et du contrôle économique : états des	1 <sup>er</sup> février 1951 - avril

	traitements et indemnités.	1951
16*	Direction générale des prix et du contrôle économique : registre des traitements.	1950
17*	Direction générale des prix et du contrôle économique : registre des traitements.	1949
18*	Service de la répression des fraudes : registre d'inscription des échantillons prélevés (Boissons, denrées alimentaires et produits agricoles).	21 mars 1988 - 10 février 1993
19*	Service de la répression des fraudes : registre d'inscription des échantillons prélevés (Boissons, denrées alimentaires et produits agricoles).	15 janvier 1986 - 21 décembre 1992
20*	Service de la répression des fraudes et du contrôle de la qualité : registre d'inscription des échantillons.	9 décembre 1983 - 23 mars 1988
21*	Service de la répression des fraudes et du contrôle de la qualité : registre d'inscription des échantillons.	10 janvier 1980 - 27 janvier 1987
22*	Direction de la consommation et de la répression des fraudes : registre d'inscription des échantillons.	23 décembre 1986 - 17 décembre 1990
23*	Direction de la concurrence et de la consommation : registre des avis de crédit et mandats individuels.	1 <sup>er</sup> février 1979 - 15 avril 1989
24*	Direction de la concurrence et de la consommation : registre des bordereaux d'émission.	14 janvier 1977 - 17 janvier 1991